



ASSEMBLEE DES FRANÇAIS DE L'ETRANGER

UNION EUROPEENNE : LES NOUVELLES DE LA SEMAINE

Jean Pierre VILLAESCUSA

Président de la Commission de l'UE



Une semaine d'actualité

En difficulté, dans votre propre pays ou ailleurs le **112** est le numéro unique d'appel

Présidence irlandaise Le site <http://www.eu2013.ie/fr/>

La guerre sur l'audiovisuel n'aurait pas dû avoir lieu.

L'accord de libre-échange UE-USA se fera sans l'audiovisuel, malgré les réticences de Bruxelles et de Washington. Paris reste prudent et Hollande incrédule face aux attaques de Barroso sur **une France réactionnaire**. Le mot a créé la **polémique** en France

Et l'exception agricole alors? La question est posée par Libération qui rappelle le poulet chloré et le bœuf aux hormones. Pour autant l'accord est un point crucial, pour le Premier ministre britannique, afin de convaincre que Londres doit rester dans l'UE. Pour l'administration américaine, c'est une victoire économique qui va créer des emplois et relancer les exportations. Le G8 déclare **la guerre à la fraude fiscale**, mais les mesures spécifiques se font attendre.

Tchéquie. Démission du premier ministre sur fond de corruption politique et de vaudeville théâtre-politique.

Grèce. La Méthode Coué d'Antonis Samarás qui essaie de persuader quiconque veut bien l'écouter que la fin de la crise est proche. Mais la réalité qui monte des rues d'Athènes dément l'optimisme du Premier ministre. **JPV**

INSTITUTIONS

Feu vert à la recapitalisation directe des banques de la zone euro

C'est un nouveau pas pour l'Union bancaire. Réunis hier, les dix-sept ministres des Finances de la zone euro ont donné leur feu vert à la recapitalisation directe des banques par le Mécanisme européen de stabilité financière

Pour en savoir plus

Ainsi, **les Etats concernés ne contribueront plus qu'à 20% du renflouement du capital d'une banque en danger.** Les ministres des

26.02.2014

Finances ont également **validé le principe de rétroactivité du mécanisme**, une procédure toutefois examinée "au cas par cas".

Cependant, **le recours aux 60 milliards d'euros consacrés à la recapitalisation directe des établissements bancaires de la zone euro est soumis à conditions**. D'une part, la preuve doit être avancée que la banque concernée présente un risque systémique pour la zone euro. D'autre part, le MES ne pourra être actionné qu'après une sollicitation des actionnaires et des créanciers concernés. La mise en route de cette procédure n'est pas attendue avant le printemps 2014. A souligner **le faible montant qui lui est consacré au regard des 64 milliards alloués au secteur bancaire irlandais**.

PARLEMENT

Les Verts, la crainte du grand plongeon

Le nombre d'élus EELV à Strasbourg pourrait être réduit de moitié à l'issue des élections européennes de 2014.

Les dernières enquêtes d'opinion créditent le mouvement de 10 % des intentions de vote, ce qui signifierait une réduction de la moitié de la délégation.

José Bové souhaite se porter candidat pour le Parti vert européen **à la présidence de la Commission**.

Budget UE: Le Parlement européen exige des concessions des Etats

Le Parlement européen a mis en demeure mardi les Etats membres de négocier sur ses demandes s'ils veulent obtenir son accord sur le budget européen pour la période 2014-2020.

Le Parlement européen a le dernier mot sur le projet de budget européen pour la période 2014-2020 approuvé en février par les dirigeants européens. **Sans son feu vert, le projet de budget** adopté par les dirigeants européen **sera caduc**. Ce projet prévoit 960 milliards d'euros en crédits d'engagements et 913 milliards en crédits de paiements. Une enveloppe de 6 milliards d'euros doit financer des actions en faveur de l'emploi des jeunes

Marine Le Pen sur le point de perdre son immunité de députée européenne

La commission Affaires juridiques du Parlement européen a approuvé la levée de l'immunité de la présidente du Front national.

L'ensemble des députés devra confirmer ce choix en plénière en juillet.

Budget 2014-2020 : ébauche d'accord entre le Parlement et les Etats

Malgré les déclarations optimistes de la présidence irlandaise, les députés doivent encore valider le compromis.

D'autant que certains groupes politiques se montrent « très réservés

Les grandes lignes de l'accord, qui n'est pas encore public, prévoient une certaine flexibilité pour l'utilisation des fonds d'une année à l'autre, une révision de ce cadre pluriannuel en 2016, une discussion sur les moyens de doter l'UE de

26.02.2014

ressources propres et un engagement des États à rallonger le budget 2013 de 11,2 milliards d'euros.

COMMISSION/CONSEILS

Un G8 sous haute tension

C'est en Irlande du Nord que s'ouvrira ce lundi 17 juin la réunion des chefs d'Etat et de gouvernement des pays membres du G8, consacrée à **la lutte contre l'évasion fiscale**.

Le gouvernement britannique de David Cameron a choisi un lieu reculé, **le Lough Erne**, pour réunir **les dirigeants américain, canadien, français, allemand, italien, russe et japonais**.

Le dossier syrien s'est cependant inscrit au menu de ce sommet, "avec une rencontre délicate entre les présidents Barack Obama et Vladimir Poutine, l'allié russe de Damas se montrant peu enclin aux concessions"

Ce Lundi, à Lough Erne, le dossier syrien a monopolisé les discussions.

Barack Obama et Vladimir Poutine ont entamé une discussion conjointe sur une éventuelle intervention extérieure, sans résultat final. Les deux dirigeants ont réaffirmé leur **volonté d'organiser "une conférence de paix dite Genève 2"**, avec toutes les parties au conflit, mais la Russie reste opposée à toute participation des Etats-Unis ou de l'Europe

Le chef de la Commission européenne juge «réactionnaire» la position française sur «l'exception culturelle».

-Evasion fiscale : le G8 en parle mais n'agit pas encore.

Les huit premières économies du monde souhaitent accentuer la coopération internationale sur les questions fiscales mais les instruments nécessaires à sa mise en place n'ont pas été évoqués.

Pour en savoir plus

Les conclusions du sommet insistent sur la **une lutte commune contre le blanchiment d'argent** et appellent à **une meilleure transparence des comptes des grandes entreprises transnationales, l'échange automatique d'informations bancaires et fiscales** ou encore **la lutte contre les sociétés-écrans**.

Cependant, bien que ces messages soient « dissuasifs » selon François Hollande, ils ne sont **pas** accompagnés **de mesures concrètes ou coercitives**.

80 milliards d'euros pour la France par an

Le G8 se contente de rappeler les critères de l'OCDE et d'insister **sur la nécessité de mettre un terme aux montages juridiques et fiscaux des grandes entreprises** qui leur permettent d'échapper à l'impôt.

Mais **certains Etats** qui taxent peu les bénéficiaires comme **l'Irlande ne souhaitent pas d'harmonisation fiscale sur ces sujets**.

De plus, les grandes puissances de la planète sont restées **très réservées sur le sort des paradis fiscaux** qui dépendent de leur autorité. En effet, l'Etat américain du Delaware, les îles anglo-normandes Jersey et Guernesey, les îles Vierges britanniques ou encore Monaco, n'ont pas été inquiétés par ce prétendu « grand pas » du G8.

26.02.2014

La lutte contre l'évasion fiscale pourrait rapporter à la France jusqu'à 80 milliards d'euros par an et à l'Union européenne plus de 1000 milliards.

-Hollande-Barroso : l'affrontement

«**Réactionnaires**» contre «**libéraux**», les gros mots sont lâchés. **José Manuel Barroso**, sûrement agacé d'avoir détrôné **Angela Merkel** au rang de bouc émissaire n° 1 du **PS**, a accusé lundi la gauche française d'être **culturellement «réactionnaire»**.

Pour en savoir plus Il s'agit d'abord de **régler les comptes d'une négociation tendue** vendredi dernier à Luxembourg. La France a été mise **en minorité** sur la question de «**l'exception culturelle**». Contre elle, la Commission et le Royaume-Uni, mais aussi face à des pays jusqu'ici plus conciliants comme l'Allemagne, l'Italie et l'Espagne. Ce n'est qu'en menaçant de son **droit de veto** que Paris a obtenu que le secteur audiovisuel soit exclu d'un futur accord de libre-échange avec les États-Unis.
Pour beaucoup hors des frontières françaises, c'est **une victoire à la Pyrrhus**

La Commission européenne serre la vis des aides à finalité régionale

Dans les régions françaises, les nouvelles règles édictées par Bruxelles entraîneront une diminution du plafond des aides. Seules les entreprises de moins de 250 salariés pourront continuer d'en bénéficier. **D'un côté, Bruxelles allège le contrôle et la procédure d'obtention des fonds pour les montants les plus faibles. De l'autre, les plus gros projets seront étroitement surveillés** : la Commission veillera à la mise en place d'études d'impact sur ces aides régionales, tout comme à la proportionnalité de l'aide par rapport au montant total du projet. Surtout, elle restreint le périmètre des entreprises susceptibles d'être aidées dans certains territoires.

Pour en savoir plus **S'installer en dehors de l'UE...** » A l'avenir, une région comme le Limousin ne pourra plus soutenir les établissements de plus de 250 salariés. « C'est justement parce que nous sommes en période de crise économique et sociale qu'il ne faut pas restreindre les possibilités d'aider les entreprises. Avec ce nouveau texte, des entreprises familiales et traditionnelles qui dépassent de peu le seuil des 250 salariés et qui sont pour nos territoires des moteurs de développement économique ne pourront plus être soutenues par les collectivités et pourraient faire le choix d'aller s'installer en dehors de l'Union européenne »,

ETATS

Allemagne

Des trains allemands sous la Manche

La Deutsche Bahn, l'opérateur historique des chemins de fer allemands a obtenu l'autorisation de faire circuler ses trains à grande vitesse dans le tunnel sous la Manche. La compagnie ferroviaire vient d'obtenir le feu vert de l'organisme de

26.02.2014

sécurité de l'infrastructure, mais les premiers trajets ne devraient pas débiter avant 2016.

Helmut Schmidt : "Les Allemands sont exclus de leadership en Europe pour les prochains siècles"

Les Allemands sont exclus de leadership en Europe pour les prochains siècles, car ce sont eux qui sont responsables de la Seconde Guerre mondiale. Et pour la Première, ils y ont largement contribué, a dit Helmut Schmidt, dans un entretien au quotidien allemand *Handelsblatt*.

Pour en savoir plus L'ex-chancelier social-démocrate, qui a servi comme lieutenant dans l'armée allemande avant d'être emprisonné par les Britanniques à la fin de la guerre, était interrogé sur ce qu'il pensait des appels de l'hebdomadaire britannique *The Economist* à plus de leadership allemand. "Nous sommes responsables, et uniquement nous, de la mort de plus de six millions de Juifs, dont la plus grande partie des Juifs polonais", a ajouté Helmut Schmidt.

L'Allemagne a proposé à Kiev d'accueillir l'ex-Premier ministre ukrainien, Ioulia Timochenko, incarcérée et actuellement hospitalisée en Ukraine, pour la soigner, a annoncé vendredi le ministre allemand des Affaires étrangères Guido Westerwelle.

Autriche

2,6 milliards d'euros: Alpine, la plus grande faillite de la Seconde République"

Alpine, la deuxième plus importante entreprise de BTP du pays, filiale du groupe espagnol FCC, a déposé le bilan le 19 juin et demandé un plan de redressement judiciaire.

Victime de la crise et de la conjoncture difficile en Europe orientale, — Alpine est très présente en Pologne et en Roumanie — la société avait cumulé un passif de 2,56 milliards d'euros : il s'agit de la plus importante faillite depuis l'après-guerre.

La plus grande partie du groupe, comptant 15 000 employés, devrait être fermée ou vendue. Seule la partie autrichienne devrait être maintenue, ce qui devrait permettre de sauver 4 600 emplois en Autriche.

Bulgarie

Les citoyens à nouveau dans la rue

Depuis bientôt une semaine, la rue bulgare est de nouveau en ébullition. C'est la nomination d'un député controversé à la tête du contre-espionnage qui a mis le feu aux poudres : après les manifestations de février, qui ont conduit à des élections anticipées, le mécontentement demeure

Chypre

Plan de sauvegarde chypriote

La semaine dernière, **Nicos Anastasiades** a vivement critiqué les termes du plan de sauvetage européen imposé en mars à son pays. Il juge notamment "que **les ponctions sur les dépôts bancaires** -- une mesure sans précédent dans l'eurozone -- imposées sur les plus gros comptes des deux principales banques

26.02.2014

de l'île **ont été 'mises en oeuvre sans une préparation consciencieuse. L'UE reste ferme**

Il n'y aurait "aucune chance que les termes du plan d'aide" accordé à Chypre soit révisé ont déclaré ce mercredi trois responsables européens en réponse au président chypriote,

Croatie

Point de "miracle" à attendre

"**Le 1er juillet est une date importante**, un moment historique. C'est le premier jour d'une nouvelle ère pour la Croatie. Mais il n'y aura aucun miracle", a déclaré le président croate, **Ivo Josipovic**. L'adhésion de la Croatie à l'Union européenne aurait pu souffler une bouffée d'air frais sur un pays souffrant de récession économique depuis quatre ans. "Oui, la crise économique est là, mais je crois que nous sommes plus forts unis (...) et, **en fin de compte, l'Europe sortira de la crise ensemble**", a affirmé le président croate, laissant finalement percevoir une lueur d'espoir pour son pays

Espagne

Des signes de fin de récession pour le FMI

"Il y a des signes que la récession économique pourrait bientôt finir" mais "les perspectives restent difficiles", souligne le FMI dans **les conclusions de sa mission sur la quatrième économie de la zone euro** : "Le taux de chômage reste à un niveau inacceptable" et "il faudrait une action urgente pour générer de la croissance et de l'emploi, tant par l'Espagne que par l'Europe."

Mais Le FMI réclame une autre réforme du travail qui facilite les licenciements et abaisse les salaires"

Selon les conclusions de sa mission en Espagne, le gouvernement doit s'attaquer au **niveau "inacceptablement élevé" du chômage** en réformant le marché du travail, afin que celui-ci soit "plus favorable à l'emploi et ouvert". Pour le FMI, l'Europe devrait jouer un rôle plus actif en vue de faciliter les ajustements en Espagne. Il appelle également à davantage de flexibilité et à une augmentation des impôts indirects comme la TVA. Il réitère aussi sa demande : que le pays achève les réformes structurelles en retard.

Le FMI salue toutefois les réformes entreprises par le gouvernement mais veut davantage

France

L'A350 d'Airbus décolle

Le nouvel A350 d'Airbus a décollé vendredi à 10h00 précises de l'aéroport de Toulouse-Blagnac pour son premier vol d'essai, étape cruciale d'un programme qui vise à rattraper l'Américain Boeing sur le marché lucratif des avions long-courriers.

La France "s'inquiète" des projets de réforme de la Commission européenne concernant les aides d'Etat au cinéma, et "continuera le combat" contre "la volonté de la Commission de détricoter ce qui fonctionne", a indiqué jeudi la ministre de la Culture Aurélie Filippetti.

La Commission européenne veut revoir les critères d'appréciation des aides d'Etat au cinéma, alors que sa "communication sur la cinéma", qui fixe

26.02.2014

les critères permettant de déterminer si une aide d'Etat pour le cinéma est compatible avec le droit à européen, est venue à expiration fin 2012.

Grèce

Pas d'élections anticipées

Antonis Samaras a écarté dimanche l'hypothèse d'élections législatives anticipées en Grèce malgré les dissensions au sein de sa coalition gouvernementale après la soudaine fermeture de l'audiovisuel public.

Crise de l'audiovisuel. Samaras reste dans l'impasse

Tchéquie

Le gouvernement tchèque vacille Petr Nečas démissionne.

Au cœur du scandale, **Jana Nagyova**, la directrice de cabinet du Premier ministre. La justice vient de la placer en détention provisoire pour corruption et abus de pouvoir. Six autres personnes ont été inculpées, dont des anciens députés accusés d'avoir perçu des pots-de-vin. Mme Nagyova a été interpellée par la brigade de lutte contre le crime organisé. Elle est mise en examen entre autre **pour avoir demandé aux services de renseignement militaire d'organiser la filature de l'épouse du Premier ministre** dont il est en train de divorcer.

Le Premier ministre a annoncé sa démission et abandonne également ses fonctions de président du parti civique démocrate (ODS), principale formation de la coalition

Pour en savoir plus Des questions se posent.

La coalition tripartite actuelle va-t-elle être reconduite jusqu'aux élections législatives du printemps 2014 ? Quel sera le rôle du président de la République, Miloš Zeman ? Un gouvernement de technocrates sera-t-il mis sur pied pour assurer la transition ou des élections anticipées seront-elles organisées à l'automne ?

Pour la première fois, une femme pressentie à la tête du gouvernement

Le parti civique démocrate (ODS) s'est mis d'accord, mercredi, pour proposer **Miroslava Němcová** à la succession du Premier ministre démissionnaire. La décision finale appartient toutefois au chef de l'Etat Miloš Zeman, que Miroslava Němcová n'a pas manqué de critiquer par le passé.

RELATIONS EXTERIEURES/ETATS HORS UE

Ouverture des discussions sur un accord de libre-échange UE-USA sans l'audiovisuel

Les services audiovisuels seront exclus des négociations sur l'accord de libre-échange entre l'Europe et les Etats-Unis. **La France a tenu bon lors de la réunion des 27 ministres du Commerce vendredi 14 juin à Luxembourg.** Londres et Berlin ont tenté jusqu'au bout de faire pression sur Paris, en particulier après l'intervention de Barack Obama prétendant qu'une exclusion de l'audiovisuel 'ne serait pas bonne

L'attaque la plus virulente est venue de José Manuel Barroso qui a qualifié **l'attitude française de "réactionnaire"** (Herald tribune). Malgré tout, Barroso, toujours lui, se réjouissait ce week-end du lancement des discussions avec

26.02.2014

Washington, en évoquant **le "plan de relance le moins cher qu'on puisse imaginer"**. L'ensemble des pays européens semble afficher le même enthousiasme... sauf **la France, qui continue de s'inquiéter des répercussions** d'un tel accord sur son agriculture

Pour en savoir plus Le président français **François Hollande** a affirmé lundi **qu'il ne voulait «pas croire»** que le président de la Commission européenne José Manuel Barroso ait pu qualifier la France de «*réactionnaire*» en raison de sa défense de l'exception culturelle.

Michel Barnier, le commissaire européen chargé du marché intérieur et des services estime que **défendre la diversité culturelle**, comme l'a fait la France, **relève d'un "combat d'avenir"**.

ALLEMAGNE-USA :

Quatre ans et demi après sa première visite — qui avait été un triomphe, quelques semaines avant son élection — , le président américain Barack Obama est arrivé le 18 juin à Berlin avec sa famille.

Au pied de la porte de Brandebourg, cinquante ans après le désormais célèbre "**Ich bin ein Berliner**" de John F. Kennedy, **Barack Obama a proposé de "réduire d'un tiers" les ogives nucléaires américaines, invitant la Russie à faire de même**. Une proposition de désarmement qui intervient alors même que les tensions entre les deux grandes puissances historiques de la guerre froide s'exacerbent sur le dossier syrien.

Obama refuse de préciser la nature de l'aide américaine aux insurgés syriens

S'exprimant lors **d'une conférence de presse commune avec Angela Merkel**, Barack Obama a refusé, mercredi 19 juin à Berlin, de préciser **la nature de la nouvelle aide américaine aux insurgés syriens**, après que des responsables américains ont laissé entendre que des livraisons d'armes légères pourraient avoir lieu. "Je ne peux pas et ne vais pas commenter les détails de nos programmes liés à l'opposition syrienne", a ainsi déclaré le président américain.

Il a également **nuancé les rumeurs concernant une éventuelle intervention américaine en Syrie** estimant qu'elles étaient "exagérées".

Le service militaire désormais obligatoire pour les Norvégiennes

L'égalité des sexes jusque dans les rangs de l'armée. La Norvège est devenue vendredi 14 juin le premier pays européen, et le premier parmi les membres de l'Otan, à rendre le service militaire obligatoire pour les deux sexes, après un vote en ce sens du parlement à une écrasante majorité

ECONOMIE/FINANCE

L'UE augmente ses excédents commerciaux au premier trimestre 2013

En avril, l'Europe a dégagé un excédent commercial de 9,2 milliards d'euros par rapport à il y a un an. La zone euro affiche de meilleurs résultats.

26.02.2014

L'UE a notamment réduit ses importations en provenance des pays émergents et des Etats-Unis.

Pour en savoir plus Selon les premières estimations de l'Office statistique de l'UE, la zone euro a dégagé un excédent commercial de 14,9 milliards d'euros au premier trimestre 2013, contre 3,3 milliards pour la même période en 2012. Pris ensemble, entre janvier et mars 2013, **les vingt-sept pays de l'UE réalisent également une balance commerciale positive**, en comparaison avec les trois premiers mois de l'année 2012.

Les importations énergétiques ont diminué de 11 %, réduisant le déficit de l'Union européenne à 96,2 milliards d'euros entre janvier et mars 2013. L'UE a un solde positif avec les Etats-Unis (+22,3 milliards d'euros), la Suisse et la Turquie.

Elle importe moins de Chine, de Russie, de Norvège et du Japon, précise Eurostat.

Première économie de la zone euro, **l'Allemagne affiche les plus forts excédents commerciaux** (+49,3 milliards d'euros), suivie des Pays-Bas et de l'Irlande, tandis que le Royaume-Uni, la France, la Grèce et l'Espagne enregistrent les soldes les plus négatifs, entre 24,1 et 4,7 milliards d'euros.

La Banque européenne d'investissement et la Caisse des dépôts amorcent une étroite coopération

Jeudi 13 juin, **la Caisse des dépôts et la Banque européenne d'investissement ont officialisé leur rapprochement**, à travers la signature d'un accord de coopération.

Le but est d'édifier **un guichet unique** qui permette aux collectivités d'obtenir **une réponse rapide sur le financement de leurs infrastructures**. Dans chacune des régions, elles pourront ainsi se tourner vers l'antenne locale de la Caisse des dépôts, qui leur fournira un avis sur les financements envisageables venant de la CDC comme de la BEI.

Une manière d'éviter la double instruction de dossiers, voire les divergences de vues sur la viabilité d'un projet. En interne, **les équipes des deux institutions** sont donc **appelées à travailler plus étroitement**. Cette alliance engendre **un potentiel de 20 milliards d'euros** issus de l'épargne des Français transformés en prêts par la CDC, **auxquels s'ajoutent 21 milliards d'euros de la Banque de Luxembourg**.

SOCIAL/PRACTIQUE

Merkel aux 3,6 millions de jeunes chômeurs européens : «Partez !»

La chancelière allemande a lancé un appel aux jeunes européens, les enjoignant à quitter leur pays pour rechercher les emplois là où ils sont disponibles au sein de l'Union européenne.

Pour en savoir plus Pour **Angela Merkel**, qui a vu un système communiste dévoré par la faillite s'effondrer en RDA sous les coups de boutoir de la jeunesse, un fléau menace les fondements mêmes de **l'Union européenne: le chômage**

26.02.2014

des jeunes. C'est pourquoi l'UE doit faire émerger un véritable marché du travail commun à ses yeux offrant des perspectives aux jeunes pour qu'ils croient encore à leur avenir sur le continent.

Dans une interview à la BBC, Merkel a jugé que le chômage des jeunes représente une «crise immense», comparant les difficultés de la zone euro avec celle de l'Allemagne de l'Est post-communiste. Lorsque le chômage a explosé en ex-RDA après la chute du Mur, «de nombreux jeunes ont décroché un emploi, seulement parce qu'ils ont déménagé vers le sud» de l'Allemagne. La **zone euro** compte 3,6 millions de chômeurs de moins de 25 ans, un record historique. La situation est particulièrement alarmante dans le Sud avec un taux de chômage des jeunes de 62,5 % en **Grèce**, 56,4 % en **Espagne** mais aussi de 26,5 % en France. À court de main-d'œuvre en raison de son déclin démographique, **l'Allemagne** y voit aussi son intérêt. **Avec un chômage des jeunes à 7,5 %, elle pourrait s'appuyer sur des programmes d'échanges européens pour attirer les jeunes dont elle a besoin.** Cependant, **l'eldorado allemand**, qui s'appuie sur une flexibilité entraînant une forte précarité de l'emploi, s'avère vite décevant pour les jeunes: **en moyenne, ils quittent le pays au bout d'un an.**

Allemagne : le paiement en espèces coûte 150 euros par habitant.

L'utilisation des espèces au lieu des cartes de crédit et de débit coûterait environ 150 euros par an par Allemand, selon une étude de l'université Steinbeis à Berlin sur le « Coût du paiement en espèces ».

Médicaments : Bruxelles sanctionne 9 laboratoires pour avoir freiné l'arrivée des génériques

La Commission européenne a condamné mercredi neuf laboratoires pharmaceutiques à payer un montant total de 146 millions d'euros. Ces sociétés sont accusées d'avoir passé des accords avec des producteurs de génériques pour retarder leur apparition sur le marché.

La Commission Veut qu' 'Eurostar diminue ses tarifs

Elle a donné Deux mois à la France et à la Grande-Bretagne pour Réduire les redevances d'accès au tunnel sous la Manche pour les trains de passagers et de fret. Si les Deux Pays ne répondent pas dans les Délais impartis, ils risquent des Poursuites Judiciaires.

Immobilier : Londres et Paris restent les villes les plus chères d'Europe

Avec un coût moyen de 10 000 euros par mètre carré, la capitale britannique est en tête sur le prix du résidentiel neuf.

Pour en savoir plus **La capitale française "affiche un coût moyen de 8 300 euros par mètre carré"**, précise une étude du cabinet Deloitte, publiée jeudi 20 juin. **L'analyse**, qui porte sur le marché du logement résidentiel **dans 12 pays européens**, souligne également l'hétérogénéité croissante des marchés immobiliers selon les pays.

On trouve ensuite Munich, ville la plus chère d'Allemagne, avec environ 5 000 euros du mètre carré, puis Moscou, Milan, Rome, Lyon et Marseille, autour de 4 000 euros le mètre carré, ajoute le cabinet Deloitte.

Rapporté au niveau de vie, **c'est toutefois en Russie que l'accès à la propriété est le moins aisé**, avec en moyenne 10 années de salaire brut nécessaires pour acquérir un logement neuf de 70 mètres carrés. **La France arrive en deuxième position**, avec 9,4 ans, suivie par le Royaume-Uni et l'Italie. Le pays le plus accessible est le Danemark, avec à peine plus de 2 ans de salaire nécessaires pour l'achat d'un bien comparable.

PRESSE EUROPEENNE

Les titres

Obama met l'Europe en garde contre un excès de rigueur [Les Echos]

▶ Chypre est bien partie pour redevenir le cauchemar des

Européens [Latribune.fr]

▶ Chypre exclut de renégocier le plan de sauvetage européen (gouvernement) [Les Echos]

▶ La zone euro est toujours en danger! Une restructuration bancaire s'impose [Le Monde]

▶ Des signes de fin de récession en Espagne pour le FMI [Le Monde/AFP/Reuters]

▶ L'Irlande serait en bonne voie pour sortir du plan de sauvetage [Les Echos]

« Mme Merkel, prenez le pouvoir en Europe »

Daniel Fortin Les Echos

Unie, forte et riche, l'Allemagne domine l'Europe de la tête et des épaules. Le problème est qu'elle le fait à contrecœur. C'est le paradoxe développé par « **The Economist** » cette semaine dans son très riche numéro consacré à la première économie du Vieux Continent.

« Mme Merkel est le plus impressionnant de tous les leaders européens » Mais, outre sa « **prudence naturelle** », « elle manifeste une **réelle réticence à prendre le leadership de l'Europe**, réticence partagée d'ailleurs par l'ensemble de ses concitoyens ». **Prospère sur le plan économique, modeste sur le plan politique** : cette attitude s'explique par trois facteurs, selon le journal. Le premier est le poids de l'histoire et la réserve naturelle que s'imposent les dirigeants allemands depuis le funeste épisode du III^e Reich. La deuxième raison est **le refus d'endosser toute responsabilité supplémentaire tant que les pays du sud de l'Europe, jugés trop laxistes par Berlin, n'auront pas réalisé leur part d'effort pour surmonter leurs propres difficultés** et remettre la zone euro à l'endroit. Enfin, troisième raison de ce relatif détachement allemand selon « **The Economist** », le sentiment que si l'Allemagne se montre trop directive, ses voisins, par réaction, se raidiront, ce qui se révélera à terme contre-productif pour l'ensemble de l'Europe. **Il est néanmoins temps qu'Angela Merkel assume son rôle, conclut cependant le journal.** Elle est en effet **la seule à pouvoir décréter la fin du tout austérité** pour donner le coup d'envoi d'une vraie politique de croissance.

RAITÉ DE LIBRE-ÉCHANGE UE-USA : Les négociations peuvent commencer

Le Monde, Die Tageszeitung

JEAN PIERRE VILLAESCUSA . E. mail : jp.villaescusa@assemblee-afe.fr

Tel + fax : 00 43 1 879 65 29

26.02.2014

"Libre-échange : un heureux feu vert", se réjouit **l'éditorial du Monde**, alors que Barack Obama et les dirigeants européens sont tombés d'accord pour donner le coup d'envoi d'un vaste accord bilatéral, lors du sommet du G8 qui se tient ces 17 et 18 juin en Irlande du Nord.

Ce rapprochement commercial entre les deux rives de l'Atlantique "est une bonne nouvelle" après vingt ans de tentatives infructueuses, estime le quotidien parisien, qui nuance toutefois :

La partie n'est pas gagnée pour autant. Les discussions devraient durer au minimum deux ans, tant les contentieux sont nombreux : régulation financière, protection des données privées sur fond du scandale Prism de surveillance électronique américaine, OGM, boeuf aux hormones...

La prudence est donc de mise, les avancées ne devant pas être considérés comme acquises....

Karel De Gucht, le commissaire au Commerce qui mènera les pourparlers du côté européen, **assure** que l'exclusion de **l'audiovisuel n'est que "provisoire"**. Il redoute que l'administration Obama retire, en réponse, d'autres volets des discussions où les Européens espèrent des concessions : marchés publics, labels d'origine dans l'alimentation, transports.

Pour **Die Tageszeitung**, ce gain de cause est tout de même une victoire. „Le cinéma reste pour l'instant protégé, la France garde le droit de subventionner sa production cinématographique pour se parer contre les studios d'Hollywood", se réjouit le quotidien allemand.

France "réactionnaire": Les ambitions de M. Barroso

LEXPRESS.fr

Répondre à la question sur la nature du président de la Commission, c'est **mettre sur la table le poids de son ambition personnelle**, qui semble, un an avant l'expiration de son mandat, dicter ses choix politiques - et ses petites phrases.

On lui attribue l'espoir de devenir le prochain Secrétaire général de l'Onu. Il faut pour cela plaire aux Américains et donner le maximum de gages. Est-ce par hasard si son ex-chef de cabinet est aujourd'hui le représentant de l'UE à Washington? Et donc pousser à un traité de libre-échange le plus large possible. A défaut d'avoir la maison de verre sur les bords de l'Hudson, il faudrait aussi l'aval de la Maison Blanche si l'homme de Bruxelles réorientait son ambition vers la tête de l'Otan...

Comme tout espoir de nouveau poste au sein des institutions européennes paraît définitivement caduc - deux mandats successifs ont conduit à un bilan ténu comme une feuille de papier tabac - **il lui faut dire adieu au rêve d'un jeu de chaises musicales qui l'installerait à la place de M. Van Rompuy** à la tête du Conseil.

Une bombe de 1 000 milliards d'euros pour les contribuables européens

Les Echos

Selon le quotidien économique français, la crise des subprimes "n'est pas une affaire classée". En effet, elle laisse une facture que les banques et les Etats européens, donc les contribuables, devront supporter encore plusieurs décennies.

26.02.2014

Six ans après le début de la crise, ce sont ainsi "plus de 1 000 milliards d'euros d'actifs douteux ou illiquides qui restent stockés dans des 'bad banks'". Ainsi, la "bad bank" de Dexia abritait fin mars 2013 266 milliards d'euros d'actifs toxiques, que l'établissement franco-belge "devrait mettre 63 ans à liquider en totalité". Pour l'éditorialiste des *Echos*, c'est un démenti formel à tous ceux qui assurent que la crise est derrière nous.

GRÈCE :Ni "Grexit", ni "Greprise"

EL PAÍS MADRID

Un an après son accession au pouvoir, le gouvernement d'Antonis Samaras essaie de persuader quiconque veut bien l'écouter que la fin de la crise est proche. Mais la réalité qui monte des rues d'Athènes dément l'optimisme du Premier ministre.

<http://www.presseurop.eu/fr/content/article/3886161-ni-grexit-ni-greprise>

TRAITÉ DE LIBRE ÉCHANGE UE-ETATS-UNIS : Une bonne affaire pour Cameron et Obama

The Wall Street Journal Europe, Die Welt, Frankfurter Allgemeine Zeitung, Die Tageszeitung

David Cameron et Barack Obama sont les grands vainqueurs de l'accord de libre-échange entre l'Union européenne et les Etats-Unis, selon le Wall Street Journal et la presse allemande.

<http://www.presseurop.eu/fr/content/press-review/3892181-une-bonne-affaire-pour-cameron-et-obama>

MOLDAVIE :Bruits de bottes à la frontière avec la Transnistrie

Jurnal de Chişinău, Timpul

A peine la Moldavie est-elle sortie de l'impasse politique et peu après avoir finalisé les négociations sur l'accord de libre-échange avec l'UE que le spectre d'une confrontation militaire plane à nouveau sur l'ancienne république soviétique. "**La Moldavie craint la possibilité des nouvelles hostilités militaires**", écrit ainsi *Jurnal de Chişinău* le 20 juin, alors que le Parlement moldave doit débattre de "la manière de répondre à la provocation des autorités de Tiraspol".

Le 10 juin dernier, **le Soviet (Parlement) de la région sécessionniste prorusse de Transnistrie avait décrété unilatéralement un nouveau tracé de la frontière avec la Moldavie**, qui incluait dans le territoire transnistrien trois villages qui n'y figuraient pas auparavant. En avril dernier, des militaires transnistriens avaient tenté d'installer des guérites dans le village de Varnița, le long de ce tracé, mais les villageois les avaient repoussés.

Merci de bien vouloir signaler toute erreur d'envoi ou demande de désabonnement, par mail, à : jp.villaescusa@assemblee-afe.fr